

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 746

[S - C - 97/31066]

**20 FEVRIER 1997. — Décret relatif à la reconnaissance de handicap,
à l'inscription dans un centre ou un service pour personnes handicapées
et à la demande d'intervention de la Commission communautaire française (1)**

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° le Collège : le Collège de la Commission communautaire française ou tout service qu'il désigne;

2° le Conseil consultatif : la section "personnes handicapées" du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, instituée par le règlement du 30 avril 1991 de l'Assemblée de la Commission communautaire française;

3° les centres pour personnes handicapées : les internats, les semi-internats, les homes pour travailleurs, les homes pour non-travailleurs, les centres de jour;

4° les services pour personnes handicapées : les services de placements familiaux.

CHAPITRE II. — De l'attribution par la Commission des catégories de handicap

Art. 3. Une demande de reconnaissance de handicap peut être introduite auprès du Collège. Sur base des données transmises, le Collège reconnaît à la personne une des catégories de handicap visées à l'article 3, 7° du décret III de la Commission communautaire française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française et qui sont définies par la Communauté française.

La demande est introduite par la personne handicapée, par son représentant légal, par la personne qui a la tutelle de la personne handicapée, par le président du Centre public d'Aide sociale compétent ou par le juge de la jeunesse.

La demande est adressée par lettre recommandée au Collège qui, dans les quinze jours, accuse réception de la demande. S'il y a lieu, il informe la personne qui a introduit la demande des pièces manquantes par envoi recommandé avec accusé de réception. Celle-ci a trente jours pour compléter la demande. Passé ce délai, la demande est caduque.

Le Collège fixe les modalités de cette demande.

Art. 4. La demande est accompagnée d'un dossier contenant notamment : un bilan médical, psychologique, pédagogique et social fondé sur les antécédents de la personne handicapée.

Le Collège fixe le contenu et la forme de ce dossier, il agréé les centres compétents pour établir le bilan prévu à l'alinéa premier.

Ce dossier n'est accessible qu'à la personne handicapée ou son représentant, aux personnes participant directement à sa prise en charge éventuelle, aux médecins désignés par la personne et par le service du Collège habilité à cet effet.

Art. 5. Dans les soixante jours de l'accusé de réception de la demande ou dans les nonante jours si la demande a été rentrée incomplète, le Collège notifie par envoi recommandé avec accusé de réception, à la personne qui a introduit la demande, la catégorie de handicap reconnue.

A cette notification, est annexée la liste des centres et des services auxquels la personne peut s'adresser eu égard à la catégorie de handicap reconnue.

La reconnaissance de la catégorie de handicap prend cours à la date d'introduction de la demande.

Art. 6. Une nouvelle demande peut être introduite en vue de reconnaître, éventuellement, à la personne handicapée, une autre catégorie de handicap.

Cette demande suit les mêmes modalités que celles prévues aux articles 3, 4 et 5.

Cette modification de catégorie de handicap peut être effectuée à l'initiative du Collège.

CHAPITRE III. — De l'inscription dans un centre ou un service agréé par le Collège

Art. 7. La personne qui s'est vu attribuer une catégorie de handicap par le Collège, peut demander à être inscrite dans un centre ou un service agréé par le Collège.

(1) Session ordinaire 1996-1997.

Documents de l'Assemblée. — Projet de décret : n° 24-1. — Rapport : n° 24-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 31 janvier 1997.

La demande est introduite par la personne handicapée, par son représentant légal ou par la personne qui a la tutelle de la personne handicapée, par le président du Centre public d'Aide sociale compétent ou par le juge de la jeunesse.

Elle est introduite auprès du Collège au plus tard le jour qui précède l'admission dans le centre ou le service agréé sous peine de voir l'inscription refusée. Il ne peut être dérogé à cette règle que de manière exceptionnelle et dans l'urgence. Dans ce cas, la demande est introduite au plus tard le jour de l'admission et l'urgence est dûment motivée.

Elle est adressée par lettre recommandée auprès du Collège.

Dans les quinze jours, il en accuse réception au demandeur et au centre ou service agréé. S'il y a lieu, il informe la personne qui a introduit la demande des pièces manquantes par envoi recommandé avec accusé de réception. Celle-ci a trente jours pour compléter la demande. Passé ce délai, la demande est caduque.

Art. 8. Le Collège fixe les modalités de la demande d'inscription dans un centre ou un service. Cette demande est accompagnée d'un rapport émanant du centre ou service proposé contenant le projet de vie de la personne handicapée qui justifie son inscription en fonction du projet pédagogique du centre ou service, et des besoins de la personne handicapée.

Dans les soixante jours de l'accusé de réception de la demande ou dans les nonante jours si la demande a été rentrée incomplète, le Collège statue sur la demande d'inscription et notifie, par envoi recommandé avec accusé de réception, sa décision à la personne qui a introduit la demande, et au centre ou au service pour lequel la demande d'inscription a été introduite.

Art. 9. Les centres ou services agréés par le Collège ne peuvent accueillir des personnes handicapées qui n'ont pas introduit une demande d'inscription ou qui ont vu leur demande d'inscription refusée.

Art. 10. A la demande de la personne qui a introduit la demande, soit du centre ou du service par lequel la personne handicapée est suivie, ou à l'initiative du Collège, l'inscription peut être réévaluée.

Le Collège fixe les modalités de cette réévaluation.

Art. 11. L'inscription dans un centre ou un service est gratuite.

CHAPITRE IV. — *De la demande de prise en charge financière par la Commission communautaire française*

Art. 12. Si une personne handicapée remplit les conditions de prise en charge financière fixées par le Collège et désire s'inscrire dans un centre ou un service agréé par le Collège, une demande de prise en charge financière peut être annexée à la demande d'inscription.

Art. 13. Dans les délais fixés à l'article 8, alinéa 2, le Collège statue sur la demande de prise en charge financière. Il notifie, par envoi recommandé avec accusé de réception, sa décision à la personne qui a introduit la demande et au centre ou au service pour lequel la demande d'inscription est introduite.

La notification prévue à l'alinéa premier précise les modalités de la participation financière de la personne handicapée.

Le Collège fixe le contenu et les modalités de cette demande.

Art. 14. Sur décision du Collège, il peut être mis fin à la prise en charge financière.

CHAPITRE V. — *La demande de réexamen*

Art. 15. Les décisions du Collège prévues par le présent décret, peuvent faire l'objet d'une demande de réexamen auprès du Collège par la personne qui a introduit la demande initiale.

Pour être recevable, la demande de réexamen doit être motivée et introduite par pli recommandé auprès du Collège dans les trente jours de la réception de la notification de la décision contestée. Le Collège fixe la forme et les modalités de cette demande.

Le Collège statue sur cette demande après avoir recueilli l'avis du Conseil consultatif.

CHAPITRE VI. — *Des dispositions à l'égard des personnes handicapées résidant en Région de langue française*

Art. 16. Lorsque la personne handicapée réside dans la Région de langue française et qu'elle veut être inscrite dans un centre ou un service agréé par le Collège, elle doit adresser une demande d'intervention auprès de la Région wallonne.

Le Gouvernement wallon transmet la demande et sa décision au Collège qui en informe le centre ou le service concerné.

CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 17. Sont abrogés :

— les articles 2, 4, 5, 6, 7, 10, 11 et 12 de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

— l'arrêté royal du 17 octobre 1969 relatif à l'instruction des demandes d'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

— l'arrêté royal du 17 octobre 1969 fixant les modalités d'introduction des demandes d'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

— l'arrêté royal du 20 octobre 1969 fixant les modalités du recours formé contre l'arrêté du gouverneur de province relatif à des demandes d'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

— l'arrêté ministériel du 17 octobre 1969 fixant les modalités de la révision visées à l'article 6 de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

— les articles 17 à 31 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

— l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 mai 1984 portant agrément des services spécialisés habilités à délivrer le rapport sur base duquel s'effectue le placement des personnes handicapées, fixant les critères auxquels doit répondre ledit rapport;

— Les articles 39 à 43 du règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 17 décembre 1993 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires*

Art. 18. Les demandes d'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées qui ont été introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent décret sont instruites conformément aux dispositions en vigueur avant cette date. Néanmoins, le Collège statue sur ces demandes en lieu et place du Gouverneur de Province.

Art. 19. Les recours qui ont été introduits avant la date d'entrée en vigueur du présent décret sont examinés par le Collège sur base des dispositions en vigueur avant cette date, hormis l'article 7, § 2, de l'arrêté royal du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées. Le Collège statue sur ces recours après avoir recueilli l'avis du Conseil consultatif.

Art. 20. Les personnes handicapées prises en charge par la Commission à la date d'entrée en vigueur du présent décret, doivent introduire, dans un délai de deux ans, une demande de reconnaissance de handicap telle que prévue au chapitre II.

Le Collège transmet à la Région wallonne les dossiers des personnes résidant dans la Région de langue française.

CHAPITRE IX. — *Disposition finale*

Art. 21. Le Collège fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 février 1997.

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française,
chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne,
ainsi que des Relations internationales.

Ch. PICQ'JE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes.

D. GOSUIN,

Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme.

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes.

E. TOMAS,

Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels,
de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 746

[S - C - 97/31066]

**20 FEBRUARI 1997. — Decreet betreffende de erkenning van een handicap,
de inschrijving in een centrum of dienst voor gehandicapten en de aanvraag om tegemoetkoming
van de Franse Gemeenschapscommissie (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie of alle door hem aangestelde diensten;

2° de Adviesraad : de afdeling "gehandicapten" van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Gezondheid en Welzijnzorg, opgericht bij de verordening van 30 april 1991 van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie;

3° de centra voor gehandicapten : internaten, semi-internaten, tehuizen voor actieven, tehuizen voor niet-actieven, dagcentra;

4° de diensten voor gehandicapten : de diensten voor plaatsing in gezinnen.

HOOFDSTUK II. — *Toekening van categorieën van handicap door de Commissie*

Art. 3. Een aanvraag tot erkenning van een handicap kan bij het College worden ingediend. Op basis van de meegedeelde gegevens kent het College aan de persoon een van de categorieën van handicap toe zoals bedoeld in artikel 3, 7°, van decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie tot toekening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie en die vastgesteld zijn door de Franse Gemeenschap.

De aanvraag wordt ingediend door de gehandicapte, diens wettelijke vertegenwoordiger, diens voogd, door de bevoegde voorzitter van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn of door de jeugdrechtser.

(1) Gewone zitting 1996-1997.

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet : nr. 24-1. — Verslag : nr. 24-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Zitting van 31 januari 1997.

De aanvraag wordt bij een ter post aangetekende brief gericht aan het College dat binnen de vijftien dagen kennis geeft van de ontvangst van de aanvraag. Zonodig deelt het College bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs aan de aanvrager mee welke de ontbrekende stukken zijn. De aanvrager heeft dertig dagen de tijd om de aanvraag te vervolledigen. Indien deze termijn wordt overschreden, vervalt de aanvraag.

Het College stelt de modaliteiten van die aanvraag vast.

Art. 4. De aanvraag gaat vergezeld van een dossier waarin zijn opgenomen : een medisch, psychologisch, pedagogisch en sociaal verslag op basis van de anamnese van de gehandicapte.

Het College bepaalt de inhoud en de vorm van dat dossier, het erkent de centra die bevoegd zijn voor de opmaak van het verslag bedoeld onder vorig lid.

Dat dossier is slechts toegankelijk voor de gehandicapte of diens vertegenwoordiger, de personen die rechtstreeks betrokken zijn bij diens eventuele tenlasteneming, de gencesheren die zijn aangeduid door de gehandicapte en de dienst van het College die daartoe is gemachtigd.

Art. 5. Binnen zestig dagen na de ontvangst van de aanvraag of binnen negentig dagen in geval van indiening van een onvolledige aanvraag, geeft het College bij een aangetekende brief met ontvangstbewijs de aanvrager kennis van de erkende categorie van handicap.

Deze kennisgeving is vergezeld van de lijst van de centra of diensten tot dewelke de gehandicapte zich kan richten, rekening houdend met de erkende categorie van handicap.

De erkenning van de categorie van handicap neemt een aanvang bij de datum van de indiening van de aanvraag.

Art. 6. Een nieuwe aanvraag kan worden ingediend met het oog op een eventuele erkenning van een andere categorie van handicap voor de gehandicapte.

Voor deze aanvraag gelden dezelfde modaliteiten als die welke voorzien zijn in de artikelen 3, 4 en 5.

Die wijziging van categorie van handicap kan gebeuren op initiatief van het College.

HOOFDSTUK III. — *Inschrijving in een centrum of dienst erkend door het College*

Art. 7. De persoon aan wie een categorie van handicap is toegekend door het College kan een aanvraag indienen met het oog op de inschrijving in een centrum of dienst welke door het College is erkend.

De aanvraag wordt ingediend door de gehandicapte, diens wettelijke vertegenwoordiger, diens voogd, door de bevoegde voorzitter van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn of door de jeugdrechter.

De aanvraag wordt bij het College ingediend uiterlijk op de dag die de opnemings in het erkende centrum of dienst voorafgaat op straffe van weigering van de inschrijving. Er kan pas bij wijze van uitzondering en bij hoogdringendheid worden afgeweken van deze regel. In dat geval wordt de aanvraag uiterlijk op de dag van de opnemings ingediend en moet de hoogdringendheid met redenen worden omkleed.

Zij wordt bij een aangetekende brief aan het College gericht.

Binnen de vijftien dagen geeft het College er kennisgeving van aan de aanvrager en aan het erkende centrum of dienst. Zonodig deelt het College bij een aangetekende brief met ontvangstbewijs aan de aanvrager mee welke de ontbrekende stukken zijn. De aanvrager heeft dertig dagen de tijd om de aanvraag te vervolledigen. Indien deze termijn wordt overschreden, vervalt de aanvraag.

Art. 8. Het College bepaalt de modaliteiten van de aanvraag tot inschrijving in een centrum of dienst. Deze aanvraag gaat vergezeld van een verslag vanwege het voorgestelde centrum of dienst waarin zijn opgenomen : het levensplan van de gehandicapte dat een motivering vormt voor zijn inschrijving in het pedagogisch project van het centrum of dienst en van de behoeften van de gehandicapte.

Binnen zestig dagen na ontvangst van de aanvraag of binnen negentig dagen in geval van indiening van een onvolledige aanvraag beslist het College over de aanvraag tot inschrijving en geeft het bij een aangetekende brief met ontvangstbewijs kennis van zijn beslissing aan de aanvrager en aan het centrum of dienst waarvoor de aanvraag tot inschrijving was ingediend.

Art. 9. De door het College erkende centra of diensten mogen geen gehandicapten opnemen die geen aanvraag tot inschrijving hebben ingediend of wier aanvraag tot inschrijving geweigerd is.

Art. 10. De inschrijving kan opnieuw worden geëvalueerd op verzoek van de aanvrager, dit is het centrum of de dienst die de gehandicapte opvolgt, of op initiatief van het College.

Het College bepaalt de modaliteiten van deze herevaluatie.

Art. 11. De inschrijving in een centrum of dienst is gratis.

HOOFDSTUK IV. — *Aanvraag tot financiële tenlasteneming door de Franse Gemeenschapscommissie*

Art. 12. Indien een gehandicapte voldoet aan de voorwaarden voor financiële tenlasteneming die zijn vastgesteld door het College en zich wil laten inschrijven in een door het College erkend centrum of dienst, dan kan een aanvraag tot financiële tenlasteneming bij de aanvraag tot inschrijving worden gevoegd.

Art. 13. Het College beslist over de aanvraag tot financiële tenlasteneming binnen de termijnen bepaald in artikel 8, tweede lid. Het College heeft bij een aangetekende brief met ontvangstbewijs kennis van zijn beslissing aan de aanvrager en aan het centrum of dienst waarvoor de aanvraag tot inschrijving was ingediend.

De kennisgeving, zoals bedoeld in het eerste lid, verduidelijkt de modaliteiten van de financiële inbreng van de gehandicapte.

Het College bepaalt de inhoud en de modaliteiten van die aanvraag.

Art. 14. Op last van het College kan een einde worden gesteld aan de financiële tenlasteneming.

HOOFDSTUK V. — *De aanvraag tot heronderzoek*

Art. 15. De persoon die de oorspronkelijke aanvraag heeft ingediend, kan bij het College een aanvraag tot heronderzoek indienen met betrekking tot de beslissingen van het College waarin is voorzien in dit decreet.

Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag tot heronderzoek met redenen omkleed zijn en bij een aangetekende brief worden ingediend bij het College binnen dertig dagen na de ontvangst van de kennisgeving van de betwiste beslissing. Het College bepaalt de vorm en de modaliteiten van die aanvraag.

Het College beslist over die aanvraag na advies van de adviesraad.

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen voor gehandicapten verblijvend in het Franstalig landsgedeelte*

Art. 16. Wanneer de gehandicapte verblijft in het Franstalig landsgedeelte en zich wil inschrijven in een door het College erkend centrum of dienst, dan moet hij een aanvraag tot tegemoetkoming indienen bij het Waalse Gewest.

De Waalse Regering bezorgt de aanvraag en haar beslissing aan het College, dat het betrokken centrum of dienst daarvan op de hoogte brengt.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 17. Worden opgeheven :

— de artikelen 2, 4, 5, 6, 7, 10, 11 en 12 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot oprichting van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische verzorging van gehandicapten;

— het koninklijk besluit van 17 oktober 1969 betreffende de behandeling van de aanvragen om tegemoetkoming van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische verzorging van gehandicapten;

— het koninklijk besluit van 17 oktober 1969 tot vaststelling van de modaliteiten voor de behandeling van de aanvragen om tegemoetkoming van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische verzorging van gehandicapten;

— het koninklijk besluit van 20 oktober 1969 tot vaststelling van de modaliteiten voor het beroep tegen het besluit van de provinciegouverneur betreffende de aanvragen om tegemoetkoming van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische verzorging van gehandicapten;

— het ministerieel besluit van 17 oktober 1969 tot vaststelling van de modaliteiten tot herziening die zijn bedoeld in artikel 6 het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot oprichting van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische verzorging van gehandicapten;

— de artikelen 17 tot 31 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1987, genomen in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot oprichting van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische verzorging van gehandicapten;

— het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984 houdende de erkenning van de gespecialiseerde diensten welke gemachtigd zijn tot het afleveren van het verslag op basis waarvan de plaatsing van gehandicapten gebeurt en tot vaststelling van de criteria waaraan voornoemd verslag moet voldoen;

— de artikelen 39 tot 43 van de verordening van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 1993 genomen in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot oprichting van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische verzorging van gehandicapten.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 18. De aanvragen om tegemoetkoming van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische verzorging van gehandicapten die werden ingediend vóór de datum waarop dit decreet in werking treedt, worden behandeld overeenkomstig de bepalingen die voor die datum van kracht waren. Niettemin beslist het College over die aanvragen in plaats van de Provinciegouverneur.

Art. 19. De beroepen die werden ingediend vóór de datum waarop dit decreet in werking treedt, worden door het College onderzocht op grond van de bepalingen die van kracht waren vóór deze datum, met uitzondering van artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot oprichting van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische verzorging van gehandicapten. Het College beslist over die beroepen na ontvangst van het advies van de Adviesraad.

Art. 20. De gehandicapten die door de Commissie ten laste worden genomen op de datum van inwerkingtreding van dit decreet moeten binnen de twee jaar een aanvraag tot erkenning van handicap zoals voorzien onder hoofdstuk II indienen.

Het College bezorgt aan het Waalse Gewest de dossiers van de personen die in het Franstalig landsgedeelte verblijven.

HOOFDSTUK IX. — *Slobepaling*

Art. 21. Het College bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 februari 1997.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
belast met Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest,
alsook met Internationale Betrekkingen.

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen.

D. GOSUIN,

Lid van het College belast met Cultuur, Sport en Toerisme.

E. ANDRE,

Lid van het College belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse

E. TOMAS,

Lid van het College belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs,
Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt.